

culture en jeu

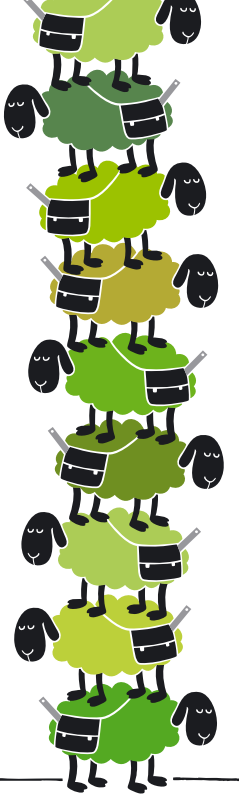
LES CRÉATEURS
L'ARGENT
LE PUBLIC

n°30 - juin 2011 www.cultureenjeu.ch



FORMER
SANS FORMATER





ÉDITO

Former, MAIS POUR CONSTRUIRE quelle société?

Par **Gérald Morin**

«**Si vous trouvez que
l'éducation coûte cher,
essayez l'ignorance**»

*Citation attribuée à Abraham Lincoln,
reprise par Albert Einstein, puis par
Derek Curtis Bok, président d'Harvard*

L E DOSSIER de ce numéro est dédié à la formation à un moment où, en Europe comme aux États-Unis, on coupe les crédits à la culture. À un moment où l'État et le marché préfèrent couler dans des moules les personnes pour un meilleur rendement ou pour une plus grande visibilité plutôt que de former une population d'élèves et d'étudiants à un esprit critique créateur d'un véritable développement de la personnalité et du sens de la responsabilité civique. Le système éducatif général a tendance à fabriquer de plus en plus des consommateurs plutôt que des citoyens, parce qu'il a perdu peut-être le sens d'une vision de société en devenir, ou plus probablement, au contraire, parce que la seule vision de société qui l'intéresse est celle basée sur le profit aujourd'hui et tout de suite. Ce système remplit des cases pour faire tourner une machine globale, une machine pleine de ratés dont il serait urgent d'en réfléchir les causes avant de continuer à l'alimenter.

Ce n'est pas une vision globale qui est mise en cause, car il y a des valeurs universelles qui peuvent être proposées à la planète entière, mais un marketing planétaire visant un rendement maximum – aussi bien dans l'éducation que dans la santé, la politique, l'économie ou la finance – qui ne tient pas compte des dégâts collatéraux qu'il provoque à moyen et à long terme. Nous ne sommes pas les propriétaires de notre planète, nous en sommes les jardiniers, mais pour combien de temps encore ? Il est urgent de former des jardiniers, pas des propriétaires / consommateurs. Former pour émanciper. Et si un certain formatage est inévitable et nécessaire, que cela ne soit pas un formatage destiné avant tout à asservir.

Pour débattre sur la formation, nous avons réunis pour vous neuf intervenants venant d'horizons divers, et préoccupés par les déviations et les carences de nos systèmes d'enseignement. Trois ingénieurs dont **Libero Zuppiroli**, ancien professeur des Écoles Polytechniques de Paris et de Lausanne-EPFL, **Jean-David Picon**, collaborateur scientifique aux Écoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zürich, et **Pierre-Henri Morin**, doctorant à l'EPFL. **Marco Polli**, qui a été pendant vingt ans président de l'Union du Corps Enseignant Secondaire Genevois. **Vincent Arlettaz**, rédacteur en chef de la *Revue Musicale de Suisse Romande*, enseignant de l'histoire de la musique et coordinateur de recherche dans le cadre des Hautes Écoles de Musique de Genève et de Lausanne. **Isabelle Guignard** et **Daniel Bugmann**, enseignants en Arts Visuels à Pully et à Rolle. Enfin, **Jean-Claude Métraux**, pédopsychiatre, chargé de cours à l'Université de Lausanne, faculté de Sciences sociales et politiques, et **Anne Cuneo**, écrivain, journaliste et cinéaste.

Et si vous souhaitez prolonger les réflexions contenues dans ce dossier, nous vous suggérons deux ouvrages pertinents sur le sujet : *La Bulle universitaire*, par Libero Zuppiroli, Éditions d'en bas 2010, 156 pages, et *Enquête sur la formation des élites*, par François Garçon, Éditions Perrin 2011, 432 pages.

Bonne lecture ! **GM**

DOSSIER

Former sans formater pp. 3-18

Édito p. 3

Utopies & Réalités
de l'École pp. 4-7

Quelle autorité pour
quelle formation? pp. 8-9

Éloge du bachotage p. 10

Quand la démocratie se dilue
dans la mondialisation pp. 11-12

L'école est en crise. Et pourquoi
serait-elle meilleure que la société?
pp. 13-14

Allumer un feu p. 15

Pour la défense des Arts visuels...
Parce que la pensée passe aussi
par l'image p. 16

Phénomène de société: l'obso-
lescence programmée pp. 17-18

Le prix fixe du livre:
vive la Loi Maître-de Buman! p. 19

Les conséquences
de la loi sur le chômage pp. 20-21

Cinéastes: une honte
de dépendre des loteries? p. 22

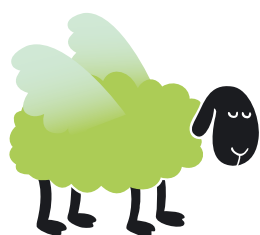
Prochain numéro :

**La crise
financière
réveille
les artistes**

sortie en septembre 2011

DOSSIER

FORMER SANS FORMATER



Utopies & Réalités DE L'ÉCOLE



Je suis un *baby-boomer*, c'est-à-dire un enfant de l'espérance, conçu immédiatement après la Deuxième Guerre mondiale à peu près au même moment que la Déclaration universelle des droits de l'homme. J'ai donc suivi dans les années 1950, comme immigré en France, l'école des *baby-boomers*: tassés en classes de quarante à cinquante garçons en blouses grises, conduits par un instituteur en blouse grise que nous appelions *Maître*, nous suivions avec beaucoup d'intérêt les leçons de morale, et participions avec beaucoup d'énergie aux exercices quotidiens de calcul mental, aux exercices d'orthographe, de grammaire, aux dictées et aux problèmes de robinets qui n'en finissaient pas de remplir des baignoires. *Par Libero Zuppiroli*⁴

QUAND, rétrospectivement, je regarde la manière dont on nous enseignait l'histoire ou les sciences naturelles, l'instruction civique ou la morale, je perçois sans peine le caractère simplificateur et presque dogmatique des messages transmis : rien dans tout cela qui favorisât vraiment l'esprit critique ou la créativité. Mais cette école nous rassurait presque tous. Nous percevions sans peine l'enjeu de cette aventure : il suffirait

de se plier de bonne grâce à l'apprentissage de quelques techniques rébarbatives pour accéder à une vie décente, en tout cas meilleure que celle vécue par nos parents. Peut-être même pressentions-nous confusément l'aube de tout un monde à reconstruire. C'est d'ailleurs à cette même époque que le poète ambulant Guiseppa Miliello exhortait ses concitoyens de Matera dans le sud de l'Italie à apprendre à lire et à écrire

pour pouvoir mieux se défendre contre les patrons. Cette école des années 1950 qui émancipait ses élèves presque un peu malgré elle, puisait sa force, son énergie dans une utopie du Siècle des lumières qui trouva sa première formulation concrète en France dans le préambule de la constitution de 1793 à l'article 22 : « L'instruction est le besoin de tous. La société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la *raison publique*, et

mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens ». En réalité le caractère gratuit et obligatoire de l'instruction primaire ne put être imposé en France que dans les années 1880. Les utopies, cela ne marche pas toujours tout de suite, même quand elles sont inscrites dans une constitution ! C'est à peu près à la même époque que les cantons suisses, autonomes en matière d'éducation, organisèrent l'instruction primaire gratuite et obligatoire telle que la constitution de 1874 l'avait prévu.

Bien que très réelles, ces entreprises de scolarisation étaient portées malgré tout par le grand souffle utopique dont on perçoit l'ampleur dans la prise de position de Paul Bert,

par la constitution de 1793 n'est plus opérante et le temps est probablement venu de changer d'utopie.

Un *baby-boomer* qui a poursuivi des études supérieures est presque automatiquement, calendrier oblige, un soixante-huitard. Or il est grave d'avoir été soixante-huitard ou, pire encore, soixante-huitarde, cela fait désordre. On pense aussitôt à quelqu'un qui d'une manière inconsidérée aurait jeté des pavés sur les Forces de l'ordre.

Moi je n'ai pas jeté de pavés sur les Forces de l'ordre, car je n'aime pas la violence. En réalité mon cas est encore plus grave, puisque j'ai osé, en 1968, je l'avoue, rêver à davantage de liberté dans un monde plus juste.

ves et les étudiants en les aidant à s'orienter suivant leurs aspirations et leurs capacités.

Il est intéressant de noter que le monde néolibéral s'est, de fait, remarquablement bien accommodé de cette utopie soixante-huitarde. L'idée de compétition et de *leadership* qui se trouve au centre de la pensée néolibérale n'a jamais été appliquée à l'école ni même, en général, aux universités. Le taux d'échec moyen dans les universités américaines, toutes catégories confondues, ne dépasse pas aujourd'hui les 2,7%. C'est dire que tous ceux qui entrent et payent leur écolage finissent par en ressortir avec un diplôme. Là-bas, comme d'ailleurs ici en Europe, on assiste à la réalisation progressive – aux écolages près – du vieux rêve soixante-huitard de suppression de la sélection. Cet accès aux universités d'un nombre d'étudiants toujours plus grand fonde ce que l'on appelle aujourd'hui la *Société de la connaissance*. La raison de la tolérance du monde néolibéral pour un système aussi permissif provient du sentiment que les véritables acteurs de la sélection ne doivent pas être les professeurs des écoles, mais plutôt les managers des entreprises. La sélection doit pour l'essentiel avoir lieu après l'école, dans la « vraie vie ». Car, d'après les managers, l'école pilotée par de « petits profs minables » ne saurait préparer à la vraie vie, celle de l'action. Il vaut mieux concevoir l'école comme les limbes de la « vraie vie », c'est-à-dire comme une garderie culturelle préparant la nouvelle race de citoyens du monde néolibéral : les consommateurs dociles.

Dès son plus jeune âge, l'enfant d'aujourd'hui est un consommateur et se projette dans l'avenir comme futur consommateur.

ministre de l'Instruction publique en 1881, qui écrivait : « Il faut que l'école attire l'enfant, il faut qu'elle soit séduisante et agréable, il faut qu'elle ait de belles et grandes salles bien aérées et bien ensoleillées, pas de barreaux aux fenêtres surtout. Il faut de grandes cours, une salle de gymnase, et, si c'est possible, un jardin et des fleurs. Il faut qu'elle soit ornée, ornementée, parée. Il faut que nous fassions pour elle ce que nos pères faisaient pour leurs églises. L'école, c'est notre église laïque à nous... »

Force est de constater qu'en Occident aujourd'hui l'école n'attire plus la majorité des enfants, et que le calcul mental, la lecture et l'orthographe sont beaucoup moins bien maîtrisés qu'hier. Certains esprits simples et chagrins en déduisent qu'il faudrait réintroduire dans l'école les coups de règle sur les doigts et multiplier les exercices à trous pour mieux maîtriser la grammaire de notre langue. Il est bien clair que ce n'est pas la bonne solution pour juguler l'ennui qui paralyse la vie scolaire.

Dès son plus jeune âge, l'enfant d'aujourd'hui est un consommateur et se projette dans l'avenir comme futur consommateur. Ses éducateurs les plus efficaces sont la publicité et les médias. Or ce n'est pas à un esprit rationnel que ces médias parlent, mais plutôt directement aux émotions et à l'inconscient. Malheureusement, les enseignants d'aujourd'hui ne peuvent plus maîtriser les classes par la force de leur seule raison. De toute évidence, la *raison publique* convoquée

Or ce rêve utopique est, de fait, un crime subversif perpétré contre les toutes puissantes banques et compagnies multinationales qui nous gouvernent aujourd'hui. En 68, on aurait même complété l'énumération en parlant des banques, des multinationales et de leurs « valets ». Cette référence au monde politique, toutes catégories confondues, ou presque, nous rappelle comment, malgré les envolées lyriques de 68, le monde du travail fut finalement sacrifié à la toute-puissance de l'économie et de la finance.

D'après les managers, l'école pilotée par de « petits profs minables », ne saurait préparer à la vraie vie, celle de l'action.

Les soixante-huitards furent particulièrement sensibles au développement des inégalités dans le système scolaire. En s'appuyant notamment sur les statistiques publiées dans le livre de Bourdieu et Passeron, *Les Héritiers*, très à la mode à l'époque, on constata que l'école soi-disant méritocratique des *baby-boomers* était en fait incapable d'ouvrir aux classes les plus défavorisées un accès raisonnable à l'enseignement supérieur.

On identifia alors dans les principes de la sélection scolaire des élites la cause même de ces injustices, et on fit l'apologie d'une école sans sélection, qui aurait accompagné les élè-

Cette collusion entre les utopies de 68 et celles du néolibéralisme n'est pas casuelle, puisque beaucoup de soixante-huitards finirent pas s'ouvrir au cynisme de la « vraie vie » et tournèrent leur veste dans les années 1980, mettant leur rhétorique gauchisante au service du néolibéralisme.

Moi, je n'ai pas trahi les idéaux de mon enfance et de ma jeunesse et, après avoir assisté impuissant à l'essoufflement et même la déroute de la plupart des utopies scolaires du vingtième siècle, je me demande aujourd'hui sur quelles utopies, nouvelles ou non, il serait bon d'appuyer notre réflexion sur l'école et l'université de demain. Il s'agirait, une fois

de plus, de tenter de construire une école qui émancipe la jeunesse et non pas qui l'asservit. L'émancipation apparaît ici comme une nécessité urgente, car on a beau s'obstiner à ne pas voir, de crise en crise et de catastrophe en catastrophe, le système néolibéral va dans le mur. Les générations nouvelles auront donc la rude et exaltante tâche de pen-

également heureux dans une classe, dans un auditoire, où chacun a pris l'habitude de participer. C'est aussi la meilleure façon de mettre en échec l'individualisme et le nominalisme ambiants en montrant que la liberté n'est pas le droit du plus fort à écraser le plus faible, mais se lit dans le regard de l'autre également libre.

problème de l'échec. Bien sûr, il faudra rester prudent pour ne pas déstabiliser la jeunesse, mais savoir aussi faire appel à son sens des responsabilités. En fait, seuls les échecs sont véritablement formateurs, à condition de ne pas submerger l'enfant et anéantir la confiance souvent réduite qu'il-elle place en lui-elle-même.

J'ai osé, en 1968, je l'avoue, rêver à davantage de liberté dans un monde plus juste. Or ce rêve utopique est, de fait, un crime subversif.

ser des modèles différents. Autant qu'elles soient préparées au travail de pensée et rompues à l'exercice de la critique constructive. Les maîtres ne sont pas là pour montrer les voies de l'avenir, mais pour aider les élèves à s'approprier les outils de la pensée critique. Encore faut-il qu'ils en soient eux-mêmes les dépositaires. Ce n'est malheureusement pas toujours le cas, notamment dans le domaine des sciences et des techniques, où règne souvent une culture dogmatique directement inspirée du Siècle des lumières, mais avec la lumière en moins.

Comme le monde d'aujourd'hui met en avant un individualisme radical basé sur la compétition et la reconnaissance du *leader*, celui qui est le plus fort, celui qui est habilité à agir à notre place, il est plus que jamais urgent d'ouvrir partout dans l'école et à l'université des espaces de valorisation individuelle qui ne peuvent plus se limiter aux positions de *bon élève* et de *fort en thème* au sens classique des termes.

Les élèves et les étudiants qui font face à l'enseignant-e arrivent en classe avec un furieux besoin d'exister. Ils ne peuvent pas attendre d'avoir tout compris et tout appris pour acquérir le droit de s'exprimer. C'est ce que souligne Jean-Claude Métraux (lire en p. 8) lorsqu'il nous parle de la nécessité de recueillir les *paroles précieuses* des élèves ou étudiants. Les maîtres se nourrissent de ces paroles, qu'ils réinvestissent naturellement dans le groupe, car les maîtres aussi sont d'éternels étudiants. Ces attitudes positives des maîtres, peuvent être d'un réel secours vis-à-vis de ceux notamment qui risquent de sombrer dans l'hyperactivité, l'obésité et, plus tard, dans les maladies psychiques qui, malheureusement, affectent de plus en plus la jeunesse.

Il faudrait aussi chercher à créer une véritable dynamique de communication, une dynamique de groupe, car maîtres et élèves sont

Tant que la plus grande partie des étudiants s'ennuie, tant qu'ils ont le sentiment qu'on leur sert de la culture fossilisée, momifiée, aussi loin que possible de la vraie vie, le cours ne peut simplement pas avoir lieu. C'est juste un cauchemar. Mais dès que le cours a effectivement lieu par consensus de la majorité de ses acteurs, alors l'enseignant-e se doit d'être exigeant-e avec les élèves. Nous vivons dans un monde qui sanctionne chaque acte de la vie et il serait tout à fait artificiel qu'à l'école ou à l'université on évitât d'affronter le

C'est tout le sens de l'article que Jean-David Picon consacre à *l'éloge du bachotage* (lire en p. 10); car il est vrai que, quand il est bien accepté, le bachotage est un jeu productif et l'enfant peut y retrouver facilement son goût du travail heureux. Il faut aussi du bachotage en effet pour que les élèves ou les étudiants puissent s'approprier les savoirs dont ils ont besoin. Car comme le dit Montaigne : « Les abeilles pillotent deçà delà les fleurs, mais elles en font après le miel qui est tout leur; ce n'est plus thym ni marjolaine : ainsi les pièces empruntées d'autrui, l'élève les transformera et confondra, pour en faire un ouvrage tout sien : à savoir son jugement. »

En relisant ces quelques principes utopiques qui ne datent pas d'aujourd'hui, j'ai conscience de demander beaucoup à l'enseignant ou à l'enseignante.



Il leur faudrait une certaine confiance en eux-mêmes, assortie pourtant de la modestie de celui ou celle qui sait accepter une continuelle remise en question. Il leur faudrait la capacité de s'étonner et le plaisir de rester d'éternels étudiants. Il leur faudrait même accepter d'aller au-delà du rationnel, c'est-à-dire de risquer leur âme au jeu de l'école. N'est-ce pas trop demander, surtout à une époque où le travail de pensée est méprisé, où la profession d'enseignant est considérée comme un travail subalterne, bref, à une époque dominée par des gestionnaires qui veulent tout résoudre de manière bureaucratique ? N'est-ce pas trop demander ?

Ce qui me fait répondre négativement à cette question, c'est l'évidence que les enseignants dont je viens de détailler le cahier des charges existent déjà. Je dirai même que bon an mal an la moitié des enseignants répondent déjà à ce cahier des charges, pour la raison que tout ce beau programme peut se résumer dans la seule volonté d'aimer, et que l'amour crée l'irrésistible évidence du plaisir, et que le plaisir tue l'ennui et redonne du sens à l'éducation.

Ce qui, dans le système éducatif, s'oppose à la propagation de ce *principe d'amour* des lettres, des sciences et d'amour de l'autre, c'est sans nul doute l'individualisme forcené qui règne dans la profession d'enseignant ; et là, il y a encore beaucoup à faire. Il eut été souhaitable en particulier que les responsables institutionnels de l'école encourageassent le corps enseignant dans les voies de la collaboration plutôt que de prêter main-forte, comme ils le firent trop souvent, à une politique de culpabilisation individuelle et d'isolement de l'enseignant-e en difficulté. Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Il manque encore pour clore cette réflexion très générale sur les enjeux pédagogiques d'avoir examiné sommairement le lien entre l'école et la profession des jeunes diplômés de l'école (ou des universités). En d'autres termes, l'école sous ses formes multiples actuelles peut-elle encore aujourd'hui conduire par la main ses diplômés jusqu'à un métier, une profession, comme elle put le faire presque systématiquement à l'époque des *baby-boomers* ?

La question est délicate, car la réponse dépend davantage des possibilités qu'offre l'économie que des caractéristiques de l'école. D'une part on encourage les jeunes à s'engager dans des études longues ; les universités regorgent d'étudiants. De l'autre on a surtout besoin de métiers peu qualifiés confiés à de jeunes travailleurs précaires à l'avenir incertain. Aujourd'hui, par exemple,

beaucoup de jeunes Italiens diplômés en sciences humaines sont recrutés avec des salaires de 550 euros par mois, les Grecs avec des salaires encore inférieurs. Grâce aux accords de Bologne et à la concurrence qu'ils instaurent entre les jeunes diplômés européens, en principe tous équivalents, cette tendance à faire des métiers universitaires de petits boulots ne pourra que s'étendre au fil des ans.

Face à ces mutations, on ne peut pas demander aux formations scolaires et universitaires de sauter d'un métier à l'autre, d'une mode à l'autre, pour satisfaire un marché du travail toujours plus volatil. On devra, au contraire, quitter la logique de supermarché qui caractérise l'enseignement universitaire actuel fait d'un papillonnement hétéroclite d'options diverses, pour s'orienter vers des formations plus solides qui, dans chaque branche, sauront mettre l'accent sur le travail de pensée plus que sur le suivi des modes. Là encore, il y aura beaucoup à faire.

Les questions pédagogiques se profilent toujours davantage comme des enjeux majeurs pour nos sociétés. Mais ces questions ne sont pas nouvelles. Aussi, pour conclure, j'aimerais

citer un extrait d'un texte publié en 1942 par un professeur écrivain Nord-Vaudois, Edmond Gilliard : *L'école contre la vie*.

« On ne fait rien d'utile, en vérité, que par plaisir. Rien de loyal, rien de dévoué, rien d'intéressé, rien de noble – rien de religieux. Tous les jeux de l'enfance sont des travaux sérieux. Jamais le devoir n'a pu obtenir d'un homme une ténacité de labeur, un acharnement de persévérance, une totalité d'engagement, une sueur d'effort, pareils à ceux qu'excite et soutient le plaisir [...]. C'est parce que l'école ne lui donne pas le plaisir que l'élève s'échappe dans l'amusement, qui est, à vide, la contrefaçon du plaisir. Les récréations sont souvent bien plus sérieuses pour l'enfant que les leçons. Il y recrée, par l'effort du jeu son amour de la peine heureuse. Il s'y réhabilite par l'activité. Ah si l'on savait utiliser en classe l'énergie qui se libère au moment de la récréation ; si l'on savait employer toute la force d'imagination qui s'engage et se déploie dans la distraction ! » **LZ**

1. Ancien professeur des Écoles Polytechniques de Paris et de Lausanne-EPFL, auteur de *La Bulle Universitaire*





Quelle autorité POUR quelle formation?

À l'école, en français, j'étais nul. Pendant toute mon école secondaire, j'accumulai les notes en dessous de la moyenne. Et lorsqu'une enseignante – je bégayais ma huitième ; par chance les mathématiques me sauvaient – nous demanda de choisir un livre pour en tirer un exposé, je m'écriai « *Anna Karénine!* », me souvenant de la couverture d'un volume des Éditions Rencontre qui garnissait la bibliothèque de mes parents pour mieux feindre la culture, mais que personne, ô grand jamais, n'était censé ouvrir.

Par Jean-Claude Métraux¹

MAL M'EN PRIT : je dus goutte à goutte boire ces pages jusqu'à la lie. Heureusement qu'au bout du suspense Anna finissait par se jeter sous un train ! J'entraî vaille que vaille au gymnase. En 1971. Pour une fois je tirai le gros lot à la loterie des profs : Jacques Zurlinden, en ces années déclinées sur la portée de 68, tira de mon imberbe cervelle des notes, des mots, qui finirent par composer une mélodie, un texte. Ses recettes : refuser l'enseignement d'une vérité ; valoriser les idées davantage

Bouleyres dans les environs de Bulle, rêvai avec d'autres à une pédagogie différente, davantage respectueuse de l'insoumission créatrice dont certains élèves tatouaient de leur plume les murs de leurs écoles.

Passèrent les saisons. Ma formation en pédo-psychiatrie me conduisit sur les bancs du Centre d'Étude de la Famille. Luc Kaufmann, Elisabeth et Roland Fivaz y développaient leur *théorie de l'encadrement*. En bref, le développement de l'autonomie, au sens faible – se débrouiller sans l'aide d'un tiers – et au sens

sations dites de masse dans ce pays alors traversé par une effervescence citoyenne (associations de femmes, de quartiers, de paysans, de combattants – les États-Unis de Ronald Reagan affûtèrent la stratégie des « guerres de basse intensité » dans cette supposée arrière-cour pour mieux exorciser les fantômes du Viêt-Nam et de Cuba). L'objectif : former des bénévoles / volontaires / promoteurs de santé mentale (à chacun son appellation) pour soulager des maux que les professionnels de la santé, du social et de l'éducation préféreraient regarder de loin, sur les canaux télévisés captés en leur demeure citadine, à l'abri de la tourmente des armes.

Dans ce projet, ce programme, j'appris maintes choses qui brinquebalèrent ma conception de la pédagogie. Des personnes sans la moindre formation académique – et même analphabètes – étaient capables d'inventer des stratégies d'intervention efficaces auprès de familles de leur propre communauté, démunies au point d'en être perturbées, à partir d'une élaboration de leur propre expérience d'exclusion, d'oppression.

Où se loge dès lors l'autorité ? Non pas dans les savoirs acquis sur les bancs d'une telle université, non pas dans les titres de brillants professeurs (le plus souvent importés), mais dans une expérience personnelle transmissible avec les kots de tous les jours à un quelconque autrui. L'autorité de l'expérience primerait-elle donc sur l'autorité accouchée de forceps académiques, de ventouses alimentées par l'aura de la science ?

Où se loge dès lors l'autorité ? Non pas dans les savoirs acquis sur les bancs d'une telle université.

que syntaxe et grammaire ; co-construire un partenariat véritable avec ses élèves, les propulsant à chacun son tour maître des débats. Sans arborer le moindre stigmate de l'autorité castratrice que j'abhorrais, il fit sur moi *autorité*. Tristement, je ne lui exprimai jamais, directement, ma gratitude. Mais je pense à lui, longuement, à chaque fois que je joue avec les mots, crochétant des pages appelées à être publiées. Sans lui, j'aurais renoncé avant d'entreprendre.

Bien sûr, contrecoup, cette éclaircie dans le ciel de la langue, ma langue, attisa ma révolte contre les années passées à anonner des dissertations flétries avant d'éclorre. Je lis *Enfants de Summerhill*. Plongeai dans Makarenko, m'épris de l'école alternative de

fort – devenir l'auteur de ses lois – requiert simultanément la *constance* du *système encadrant* (les parents, les pédagogues, les thérapeutes) et leur *ajustement* au développement du *système encadré* (les enfants, les élèves, les patients). L'autorité, alors définie comme *stabilité dynamique*, ne serait point à pendre. Me souvenant de Jacques Zurlinden, je dus en convenir. Mais l'autorité, dans ce cas, est un art : comment donc le transmettre ?

Une quinzaine d'années plus tard, les hasards de la vie (et de la mort²) me conduisirent au Nicaragua. J'y travaillai dans un programme que je co-créai avec des chefs de service de divers ministères (santé, bien-être social, éducation), des travailleurs de ces mêmes services et des responsables locaux d'organi-

Des années plus tard encore (Que le temps passe! L'autorité serait-elle tributaire du deuil des années? Pour mieux faire passer la pilule des années qui trépassent?), je commence à sévir – à Lausanne, dans le cadre de l'association Appartenances – auprès de familles migrantes gavées de stigmates jusqu'à la nausée. Les parents buvaient leur peine jusqu'à la lie. En mal d'autorité, ils criaient à coups de fessées leur impuissance devant des professionnels douillettement allongés (dorlotés?) sur la paille des Droits de l'Enfant. Que de méprises! Avec l'intention louable de protéger garçons et filles guettées par la maltraitance, de bonnes âmes *laïques* et *démocratiques* soustrayaient à l'autorité des parents de jeunes entre-deux-eaux, entre-deux-terres, en mal de repères. Pour eux, quelle issue? En faisant suffisamment de conneries, honnis à la fois par leurs familles d'origine et leurs supposés protecteurs labellisés terre d'accueil, ils s'attiraient les griefs des uns et des autres. Au moins finalement se mettraient-ils d'accord. Feraient *autorité*. Reconnaître les bienfaits de la fessée parentale, me suis-je demandé, *reconnaître* la « science » des parents, leur *tradition*, n'épargnerait-il pas notre société de maints maux dont elle s'évertue à se déclarer victime, violence adolescente en tête, balkanique ou maghrébine. À mille lieues, dois-je avouer, de Summerhill et de Bouleyres. Mais l'être humain n'est-il pas pétri de contradictions?

Plus récemment, pas si récemment que ça d'ailleurs, j'ai commencé à enseigner à l'université de Lausanne, dans la faculté des sciences sociales et politiques. Un cours intitulé « Santé et migration ». Que transmettre? Comment transmettre? Quel savoir fait-il

autorité? Ces questions n'ont cessé de me tarabuster. Heureusement que Gérald Morin, avec le clin d'œil de Libero Zuppiroli, m'ont offert ces pages pour co-penser mes incertitudes avec leurs lecteurs. Déformé par ma profession peut-être, par mon histoire personnelle surtout, je ne parviens à *croire* en l'autorité d'un savoir désincarné. L'expérience fait autorité. Certes, mais quelle expérience? À force de travailler avec les « damnés de la terre », les dédales de leur vécu me paraissent plus riches de connaissances que les travaux de chercheurs primés au hit-parade des citations. Les étudiants, en tout cas, semblent mordre à l'hameçon. Mais celui-ci, dès lors, comment le nommer?

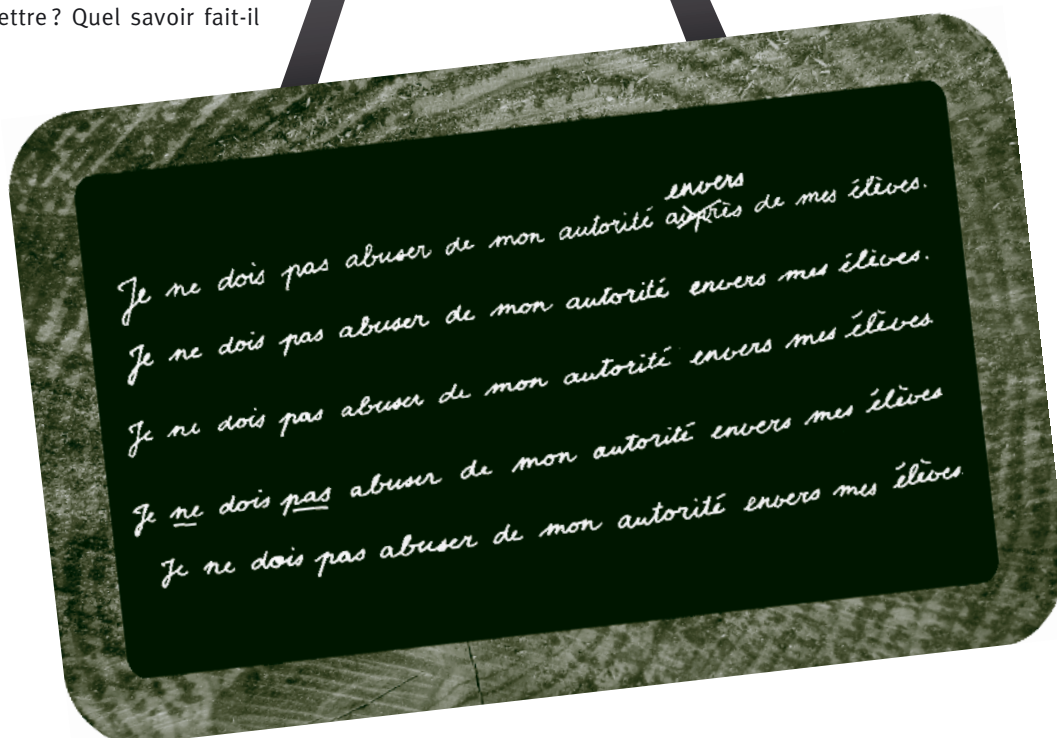
Que d'interrogations! Quelles cultures pour quel jeu? Quels jeux pour quelle culture?

Comment relier les fils de ces multiples expériences, étendues bientôt sur près de quarante ans? Que de lustres, que de rides! Et pourtant, au Bon Sens la réponse paraît si simple. L'autorité se file sur le rouet de la *reconnaissance*. Les personnes reconnues font autorité, tel mon ancien prof de gymnase par moi-même présentement. Mais cette reconnaissance ne tombe pas du ciel. Elle se tisse sur le *métier* de leur propre reconnaissance à l'*égard* des personnes (élèves, étudiants, pairs) à qui elles enseignent. Tel mon ancien prof de gymnase à mon *égard*. En termes d'autorité, la reconnaissance prime sur la connaissance, la qualité de la reconnaissance témoignée sur la quantité de connaissances transmises. À la reconnaissance de l'un répond celle de l'autre.

L'autorité se file sur le rouet de la reconnaissance. Les personnes reconnues font autorité.

Égard. Le mot dans ces lignes revient bien souvent. Pour quelle formation? Une formation soucieuse de l'*égard* qu'elle réserve à ses destinataires. Une qualité humaine plutôt qu'un savoir. Bref, aujourd'hui surtout, un rêve... **J-C M**

1. Pédopsychiatre, chargé de cours à l'Université de Lausanne, faculté de Sciences sociales et politiques.
2. Celle de mon frère, en 1982.





Éloge du *bachotage*

Enfant, on veut faire de la guitare par mimétisme, dans l'espoir de capturer une petite part de notre modèle. Mais qu'on nous laisse faire et cela ne va en général pas très loin : on achète la guitare, on gratte quelques notes et on prend quelques cours sympathiques. *Par Jean-David Picon¹*

SURTOUT pas de solfège, la guitare en main tout de suite. Cela dure peu et il n'en reste rien : du simple tourisme. Le vrai voyage – qui nous sort de nous-mêmes pour nous amener Ailleurs – ici n'a même pas commencé. En effet, voyager a un prix et à force de vouloir réduire les coûts, on finit par tuer le voyage.

Il me semble qu'aujourd'hui, l'enseignement se limite souvent à fabriquer des touristes : ils ont visité, à grands pas, les lieux essentiels, mais cela reste pour eux une terre étrangère.

L'idée que je veux défendre ici est qu'il n'y a rien d'inhumain à accompagner les enfants sur le chemin exigeant de la grammaire, de la conduite du ballon, du solfège, de l'écriture, de la cuisine ou du jardinage (oserais-je ajouter du ménage bien fait?) même quand le but n'est pas d'en faire des compétiteurs ne demandant qu'à écrabouiller leur voisin pour se sentir exister.

Dans le fond, deux conceptions de l'homme s'opposent : la conception moderne, qui considère l'humanité comme un état de fait et la tradition, selon laquelle l'humanité est une conquête. La première, partant du principe que les enfants ont tout en eux, aura tendance à les « laisser pousser » librement, comme des « herbes folles ». Entendez par là des esprits libres, non formatés et n'ayant pas à souffrir des tourments auxquels nous condamnons fatalement le fait d'avoir un maître.

Malheureusement, l'expérience montre que cette méthode ne marche pas. Un savoir ce n'est pas tout ou rien ; c'est une familiarité que l'on acquiert avec son objet lors de mille et une rencontres. Combien d'heures de lecture pour mettre en place les automatismes qui feront un bon lecteur ? Combien de mots pour former un vocabulaire riche et subtil permettant d'appréhender l'infinie variété du monde ? Or, de nos jours, les enfants sont maladroits avec leur langue maternelle et leurs raisonnements, bien qu'élémentaires, sont ainsi souvent bancals.

Ne comprend-on pas que notre pensée est à la mesure de notre pouvoir de dire et qu'acquérir les moyens de dire, et donc de se mettre à distance, c'est le début de la liberté ? Comment espérer pouvoir vivre avec les autres (ou ne serait-ce qu'avec soi-même) sans cette mise à distance ?

Donnons à nos enfants la possibilité de faire et refaire autant de fois que nécessaire ce qui est important, eux à qui cela coûte finalement si peu quand ils ont un modèle suffisamment grand à leurs yeux. Offrons-leur la chance d'acquérir une vraie pratique.

Il y aura des moments difficiles, et c'est heureux, car c'est quand le corps ou l'esprit résiste qu'une chance mince, mais précieuse, s'offre à nous : celle d'apprendre à mettre notre ego de côté et à faire un peu de place en nous pour l'Autre et l'Ailleurs. Le voyage peut alors commencer, au cours duquel il arrive qu'une relation, toujours particulière, à un petit coin du monde se tisse pour qui veut bien tenter l'aventure. Cela n'est pas une garantie d'humanité, mais c'est un premier pas, dans le sens inverse de la course à la plus grosse console de jeu, bagnole, fortune, liste d'amis, célébrité... qui paraît s'intensifier un peu partout aujourd'hui. Raison de plus pour défendre la forme noble du bachotage comme alternative à l'impasse de l'ego dans notre quête existentielle. **P-D P**

1. collaborateur scientifique aux Écoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zürich



Le solfège ou la grammaire acquis, le vrai voyage peut commencer – celui qui nous sort de nous-mêmes pour nous amener Ailleurs.



QUAND LA démocratie SE DILUE DANS LA mondialisation

Dans la classe d'un instituteur habitué à avoir vingt-quatre élèves, il y en a désormais vingt-six, puis vingt-huit, puis trente. Il faut faire des économies, lui explique-t-on. Il proteste : je n'arrive pas à suivre individuellement autant d'élèves, il est impossible

de leur fournir un enseignement de qualité. La réponse reste invariable : il faut limiter les dépenses, il n'y a plus assez d'argent, il faut donc limiter le nombre d'enseignants. Il n'est au fond plus question de qualité, mais de rendement. *Par Anne Cuneo*

ON POURRAIT imaginer une histoire similaire dans le domaine de la santé.

Car santé et enseignement sont les deux domaines où l'on coupe toujours lorsque les fonds manquent.

L'exemple le plus vertigineux de cela, ce sont actuellement les États-Unis. Mais la tendance est universelle.

Et si l'on essaie de remonter aux causes du manque d'argent public pour des domaines aussi vitaux pour la vie d'un pays que la santé ou l'instruction publique (ce qui signifie en dernière analyse la culture), cela peut se résumer à un mot : mondialisation.

Prix du travail et éducation

C'était prévisible depuis longtemps, et les grands classiques, Marx, Engels et d'autres, en parlent déjà : les dirigeants des grandes entreprises capitalistes, pour maintenir les profits à un maximum, cherchent les moyens de production les moins chers, et les prennent là où ils les trouvent, en dehors de tout patriotisme, et de toute autre considération.

Il s'agit d'une part des machines, mais surtout du personnel, des hommes et des femmes. Globalement (les exceptions ne font hélas que confirmer la règle), les industriels sont toujours allés les chercher là où ils consentiraient à travailler pour de bas salaires : autrefois, c'était dans les bas-fonds des villes, puis dans les campagnes de plus en plus reculées, au début du vingtième siècle il y a eu la grande migration des domestiques, qui ont préféré aller travailler dans les usines plutôt que servir des maîtres capricieux.

L'amélioration spectaculaire des transports, autant que l'évolution politique de la société dite occidentale de ces trente dernières années ont fait surgir la dernière tendance dans cette poussée vers le profit maximum : la classe ouvrière des usines et les travailleurs du tertiaire, défendus par leurs syndicats, conscients de leurs droits, étant devenus « trop chers », on est allé chercher la main d'œuvre là où elle n'était pas encore aussi bien organisée, en Asie, et d'abord en Chine. Et tant pis pour l'ouvrier spécialisé, pour l'ingénieur dont la formation a coûté cher à l'État, qui restent sur le carreau dans leur pays d'origine.

Tout cela exerce une pression énorme sur les salaires européens, y compris suisses, et a eu un effet dévastateur sur ce qu'on appelait autrefois la conscience de classe. Les chômeurs se sont multipliés. Le travail est devenu de plus en plus incertain. L'école n'offre plus de débouchés. La société tout entière change sous la pression de l'insécurité : les banlieues à problèmes se multiplient, on tend à s'enfermer sur soi-même, la violence s'accroît, la peur irrationnelle règne en maîtresse – bref, la société s'atomise pendant que les grands détenteurs de capitaux et de moyens de production optimisent leurs bénéfices et solidifient leur domination. Les États-Unis sont un exemple parlant de cette tendance.

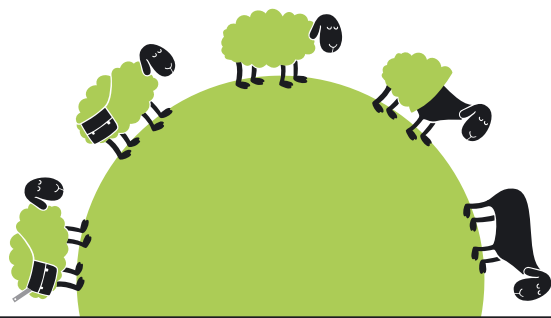
Tant pis pour l'ouvrier spécialisé, pour l'ingénieur dont la formation a coûté cher à l'État, qui restent sur le carreau dans leur pays d'origine.

Les États-Unis, toujours en avance dans ces choses-là, ont fait les choses de manière radicale : ils ont pratiquement donné les clefs de la maison aux Chinois. Il devient de plus en plus difficile d'acheter des produits *made in USA*, que ce soit aux États-Unis ou en Europe : tout vient de Chine. Parallèlement, ils exemptent d'impôts les riches « pour les retenir » et pour qu'ils créent des emplois. En fait, l'argent qui devrait servir aux citoyens disparaît dans des banques lointaines, et est perdu pour la communauté. Alors on privatise, et les services publics disparaissent.

Pour faire fonctionner l'État

Dans les sociétés de l'hémisphère nord, les délocalisations et leurs suites ont un certain nombre de conséquences.

La pression sur les salaires qui vient d'Asie fait qu'en salaire réel ou en tout cas en pouvoir d'achat, la classe moyenne gagne moins. Elle est donc à la recherche du meilleur marché possible et encourage ainsi la production venue d'Asie, qui coûte moins cher, mais a été produite par les concurrents directs de ceux qui cherchent à acheter moins cher. ❖



L'appauvrissement de l'instruction publique a pour conséquence un appauvrissement du citoyen.

Les emplois sont perdus, mais les hommes et les femmes restent. Ils sont chômeurs, touchent pendant un temps des subsides, mais surtout ils ne versent plus les impôts qu'ils pouvaient payer lors du plein emploi.

Il s'agit par ailleurs de faire en sorte que les entreprises ne soient pas tentées de s'en aller : on leur fait donc des conditions spéciales pour qu'elles s'installent dans le pays – et notamment on les exempte d'impôts, à condition qu'elles créent des emplois.

Tout cela fait que les rentrées fiscales baissent, et qu'il faut donc « couper dans les dépenses ». Car bien entendu, augmenter les impôts des classes moyennes c'est mal vu politiquement, les riches sont peu taxés pour éviter qu'ils délocalisent, eux aussi, et les entreprises paient généralement la portion congrue.

Par ailleurs, on privatise des institutions comme la Poste, ce qui revient à dire qu'une institution qui a été créée avec l'argent que des contribuables y ont investi pendant un siècle et demi devient une société anonyme qui doit faire des bénéfices qui iront à des investisseurs privés – une manière comme une autre de privatiser l'argent public, sans bénéfice aucun pour la société dans son ensemble.

Inutile de dire qu'avec tout ça, le fisc encaisse moins qu'autrefois (proportionnellement du moins).

On coupe donc dans les maillons faibles, qui paraissent à première vue « moins productifs » : les services publics (police, transports, etc.), et surtout la santé et l'instruction publique.

La santé et la culture : un avenir compromis

La boucle est bouclée, et le citoyen se retrouve face à ses problèmes quotidiens plus démuné qu'il ne l'a jamais été. Les coupes dans la santé créeront une médecine à deux vitesses, où ceux qui pourront se les permettre disposeront de soins ultra-modernes, pendant que les autres seront en butte à toutes les ca-

rences, à toutes les pénuries. Une statistique d'avril 2011 indique que 45 000 Américains meurent chaque année parce qu'ils ne peuvent pas payer des soins adéquats. Mais il n'y a pas que cela : la santé, c'est aussi l'équilibre dans la vie quotidienne, qui permet à l'individu d'être mieux inscrit dans le tissu social ; c'est aussi la prévention, qui est systématiquement négligée parce qu'elle ne rapporte pas (ou pas assez).

Qui plus est, la médecine n'est toujours pas à la hauteur des maladies qui sont la conséquence du travail : stress, anxiété, *mobbing*, sensation d'être devenu redondant, qui amènent à des dépressions et à des suicides.

La revendication à l'éducation supérieure pour tous était juste, mais elle tombait dans une société qui a aussitôt gaspillé le supplément de capital intellectuel qu'elle avait créé.

J'ai gardé pour la fin l'instruction publique, car sa dégradation est la conséquence la plus grave de la mondialisation. Beaucoup d'articles de ce numéro faisant le détail de ce que devrait être une éducation humaniste, je ne m'attarderai pas sur cet aspect des choses.

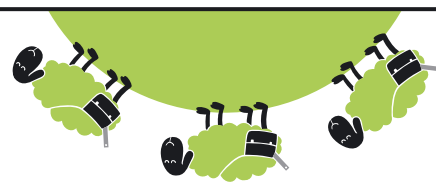
Je me bornerai à signaler quelques conséquences du manque de moyens alloués à l'instruction publique ou, pour mieux dire, à la culture.

L'école est le lieu où se forme le citoyen. L'appauvrissement de l'instruction publique a pour conséquence un appauvrissement du citoyen. Il était peut-être naïf, il y a quarante ans, de vouloir l'école supérieure pour tous sans se soucier des débouchés : en fait, cette aspiration allait à l'encontre de la tendance à la délocalisation globalisante qui a commencé à se dessiner peu après Mai 68. Pendant qu'on formait davantage de personnes instruites, les lieux où elles pourraient exercer

quittaient le pays où elles se trouvaient. La revendication à l'éducation supérieure pour tous était juste, mais elle tombait dans une société qui a aussitôt gaspillé le supplément de capital intellectuel qu'elle avait créé.

Récemment, à Rome, j'ai été transportée par un chauffeur de taxi qui était médecin, et qui ne trouvait pas de travail parce qu'en Italie la santé publique est mal dotée, et pour avoir un poste dans un hôpital, il faut corrompre un fonctionnaire ; cette personne qui aurait pu sauver des vies, n'ayant pas les moyens de corrompre qui que ce soit, en était réduite à conduire mon taxi.

Priver l'instruction publique de moyens et de débouchés, c'est priver la société de démocratie. S'il y a trop d'élèves dans la classe dont je parlais au début (ou dans la volée du médecin-chauffeur de taxi), ce n'est pas une fatalité, c'est le résultat d'une politique délibérée : il n'est plus question de créer des citoyens agissants, mais des individus passifs et consentants. Le manque de moyens de l'école, puis la disparition des débouchés, cela aboutit à une culture moindre. À une limitation des choix professionnels. D'une part parce que, les classes redevenues nombreuses ne permettent pas de suivre personnelle-



ment les élèves, et que l'on voit reparaître des nuées d'analphabètes, qui ont pourtant fait leur scolarité obligatoire, et d'autre part parce que dans une société obsédée par le rendement on a tendance à perdre de vue l'intérêt de la culture pour la société : la formation de citoyens conscients, responsables, informés, capables d'indépendance, productifs dans le bon sens du terme, assurés de leur valeur.

Si ces citoyens-là n'ont plus les moyens d'être formés par la collectivité, ou ne trouvent pas leur juste place une fois le savoir acquis, s'ils perdent leur capacité de se défendre, ce n'est pas seulement les crédits qu'on coupe : c'est la démocratie elle-même. **AC**



L'école EST EN CRISE.

ET POURQUOI SERAIT-ELLE MEILLEURE QUE LA **société?**

Y a plus d'instit. Il a été remplacé par le « professeur des écoles ». L'un instruisait nos enfants, son avatar professe dans des écoles au pluriel acratopège. Il n'y aurait plus d'élèves non plus, du moins dans les gymnases zurichois où un fantasque chef du DIP les avait élevés à la dignité de « clients ». Clients appelés à choisir parmi les entreprises scolaires rendues « efficaces » par la concurrence. Le client est roi, mais jusqu'à un certain point. Pas question de mettre sur le marché du travail des produits non conformes. On veille à la qualité grâce aux « standards de formation » (*Bildungsstandarde*) si délicieusement euro-compatibles. Comme les fromages à pâte molle. **Par Marco Polli**

WAGNER: Pardonnez-moi! Je vous entendais déclamer; vous lisiez sans doute une tragédie grecque. Cet art est aujourd'hui fort en faveur, et je voudrais bien en profiter. J'ai entendu vanter souvent l'art du comédien qui pourrait en remonter au curé.

FAUST: Oui, si le curé est un comédien, comme cela arrive parfois de nos jours.

Goethe, *Faust*

NON, JE NE ME GAUSSE POINT. Je me contente de piocher dans la littérature produite par les bureaucraties scolaires qui dictent leur loi actuellement. Depuis le tournant du millénaire, l'école passe un sale quart d'heure. Ce qui me frappe, lorsque je considère les deux périodes de réformes si dissemblables que j'ai vécues de l'intérieur et qui ont remodelé le paysage scolaire, c'est la rapidité avec laquelle les changements sont intervenus à certains moments. Et leur imprévisibilité.

Démocratiser les études: les matins qui chantent

Les années 1960 voient arriver en masse les enfants du baby-boom, conçus dans une Europe pacifiée en plein essor économique. La génération émergente aspire à la liberté, exige d'être séduite et non plus contrainte, subodore la manipulation derrière l'honnête rigidité du corps professoral. Elle amène un souffle d'air frais, avec rudesse parfois. Enfermée dans un formalisme désuet, l'école n'est pas à la hauteur de ses attentes, l'affrontement est inévitable. Ce sera l'explosion de Mai 1968. On dénonce l'hypocrisie scolaire qui reproduit et légitime les hiérarchies sociales en présentant les inégalités de chances comme le résultat des qualités innées des élèves. On se prend à rêver d'une école qui redistribuerait équitablement les cartes, faciliterait l'accès aux études, ferait de

l'orientation selon les aspirations de chacun et non plus de la sélection. C'est l'heure de la démocratisation des études. Pour le tout jeune enseignant que je suis, un espoir fou.

Malgré le choc des désordres juvéniles, un consensus se dégage sur la nécessité de stimuler l'accès aux études. À gauche comme à droite, on croit aux bienfaits du savoir. Canton-ville, Genève sera à la pointe de ce mouvement avec un chef du DIP charismatique (1961-85), André Chavanne, qui incarnera l'idéal humaniste et scientifique d'une culture au service de l'homme. Réformée en 1976, la loi sur l'instruction publique (LIP) engage « l'école publique » à « aider chaque élève à développer [...] sa personnalité, sa créativité... », à le « préparer à participer à la vie sociale, culturelle, civique, politique et économique du pays, en affermissant [...]

du temps. Elle va faire son chemin, se loger dans d'autres lois cantonales, des recommandations fédérales, enfin, se matérialiser par un modèle regroupant les filières de fin de scolarité en des cycles d'orientation.

Les ambiguïtés de l'illusion pédagogique

Une approche utilitariste de l'égalité des chances sera moins regardante sur les contenus; que l'école délivre largement ses titres, maturités, diplômes, licences, comme gage de démocratie pour la promotion des humbles. Quant au rôle émancipateur de la culture, la créativité artistique, la conscience « citoyenne », on en reparlera un autre jour. L'illusion pédagogique de la toute-puissance de l'école sur le mécanisme de la reproduction sociale sera confortée par une très forte dynamique sociale.

On se prend à rêver d'une école qui redistribuerait équitablement les cartes, faciliterait l'accès aux études.

sa faculté de discernement», à le « rendre conscient de son appartenance au monde qui l'entoure » et, enfin, à « tendre à corriger les inégalités de chance de réussite scolaire ». Il y aura certes des oppositions, notamment celle des Libéraux, mais la résolution de corriger les inégalités de chance est dans l'air

Au début des années 1960, un tiers des jeunes entraient directement dans la production à 15 ans, tandis que seulement 8 % à 15 % accédaient à la maturité. Bientôt, plus du 80 % de la population sera scolarisé jusqu'à 18 ans et au-delà, le taux de maturités ne cessant de grimper avec une promotion des filles ❖



On redécouvre le chômage, l'ascenseur social est en panne, les titres scolaires ou académiques ne sont plus des garanties d'emploi futur.

❖ qui égale celle des garçons. Est-ce le miracle de la pédagogie ? Il ne faut pas rêver. La quasi-disparition du secteur primaire concomitante avec le gonflement du secteur tertiaire des services, le plein emploi, ont rendu nécessaire une adaptation de l'école et ouvert la voie à une promotion sociale de la génération émergente. Les innovations pédagogiques importantes qui ont accompagné les transformations sociales n'y sont pas pour rien, mais elles ne les ont ni créées ni modifiées.

Une transition douloureuse

À l'entrée dans le XXI^e siècle, on vit une situation paradoxale. Les jeunes sans formation sont condamnés aux petits boulots sans avenir, au chômage et à l'exclusion sociale qui en découle. Et pourtant un nombre croissant de diplômés ne parviennent pas à trouver un emploi. Alors que la mondialisation triomphe selon le modèle américain, le 3^e millénaire s'est ouvert sur une inversion brutale de la conjoncture. On redécouvre le chômage, l'ascenseur social est en panne, les titres scolaires ou académiques ne sont plus des garanties d'emploi futur. C'est dans cet environnement dégradé que politiciens et bureaucrates scolaires lancent un deuxième train de réformes structurelles.

La réforme II : un savoir en miettes ou le triomphe de l'insignifiance claironnante

Les grandes réformes des années 1960-80 ont été portées par l'élite politique, le public, les médias, avec une très large adhésion du corps enseignant. Il n'en est pas du tout de

même des réformes de l'an 2000. La nouvelle maturité est imposée dans la discorde, contre l'avis des enseignants, des milieux universitaires, de la plupart des cantons. On promet un panier de la ménagère de savoirs à 4 000 combinaisons à composer par des élèves de 15 ans auxquels on prête des dons divinatoires sur les tendances du marché du travail. Le corps enseignant est malmené dans les médias, taxé de conservatisme lorsqu'il dé-

Les jeunes contestataires de mai 68 étaient peut-être des emmerdeurs, mais ils voulaient croire à un avenir alors que les incivilités des déclassés d'aujourd'hui sont tristes et sans espoir.

fend son attachement à la culture. L'heure est à l'entreprise, à l'efficacité qu'on lui prête grâce au salaire au mérite, à la concurrence et à la publicité. On change dans l'urgence, programmes, structures, par petits bouts, sans aucun contrôle de validité. Chaque réforme amène au pouvoir son lot de bureaucrates indébouillonnables. Le schéma scolaire devient illisible, fluctuant et opaque alors qu'on prétend harmoniser l'enseignement.

Tout enseignement implique un certain formatage. L'ennui, c'est que les « standards de formation » que la bureaucratie scolaire veut imposer actuellement sont stériles, surchargent les enseignants, érodent leur créativité qui est indissociable de la liberté pédagogique. La performance de l'école réside dans la qualité de ses enseignants et non dans les systèmes.

En vertu de quoi l'école serait-elle meilleure que son environnement ?

L'école a une fonction éminemment politique et essentielle à la perpétuation de la démocratie. Les fondateurs de la Suisse moderne ont créé l'institution scolaire pour amener jusque dans la moindre commune les valeurs de la République et les savoirs indispensables à l'économie. L'effondrement des partis politiques comme collectifs de réflexion et un discours économiste dominant ont « désinstitutionnalisé » l'école, créant l'illusion qu'elle pourrait produire des élèves formés pour un marché du travail fluctuant et insaisissable. Les vrais problèmes résultant d'une hétérogénéité croissante des nouvelles populations scolaires liée à la paupérisation d'une partie de la société et à un mélange de références culturelles sans précédent demeurent sans solution.

Les jeunes contestataires de mai 68 étaient peut-être des emmerdeurs, mais ils voulaient croire à un avenir alors que les incivilités des déclassés d'aujourd'hui sont tristes et sans espoir. Il y a 800 000 adultes illettrés en Suisse, rejoints chaque année par les 20% d'infirmités de l'alphabétisation que l'école oublie. Qui s'en soucie ? Or, l'illettrisme est un problème majeur de notre société, tant symbolique que dans ses conséquences.

On politise des aspects insignifiants qu'on soumet au suffrage populaire, resuce des concepts d'un autre âge, *hétérogénéité, orientation, sélection*, pétitionne pour sauver la civilisation occidentale par le latin, s'étripe sur une réforme du cycle d'orientation alors que la sélection est déjà jouée en 3^e primaire lorsque la lecture fluide n'est pas acquise.

Le monde a changé. On ne « refera » pas l'école sur d'anciens modèles ni avec des enseignants déconsidérés.

Son principal problème aujourd'hui, outre une bureaucratie pléthorique qui plombe sa créativité, c'est l'absence d'orientation forte, de réponses crédibles à la crise.

L'école ne peut pas résoudre une crise de l'ensemble de la société. **MP**

Allumer un feu



Récemment, dans un cours d'histoire de la musique, il m'est arrivé de projeter à l'écran l'image d'un vase antique où l'on peut voir un pédagogue athénien enseignant la lyre à de jeunes enfants ; j'ai souri en pensant que, 2500 ans plus tard, je pratiquais le même métier, d'une manière finalement bien peu différente. *Par Vincent Arlettaz*

LA TECHNOLOGIE ne fait rien à l'affaire : ce qui compte, c'est l'écoute entre un maître, un être humain un peu plus avancé en âge ; et un élève, un être jeune et encore peu expérimenté ; le premier dispose d'outils que le second n'a pas, il peut donc l'aider ; mais le second est un être neuf, qui possède encore intactes des potentialités que son maître n'a plus. Ce mouvement est un échange : l'élève est reconnaissant au maître de lui transmettre l'amour de sa discipline ; et le maître est heureux d'avoir pu, à des degrés divers, faire vibrer une corde dans le cœur de l'élève.

Dans les couloirs d'un des établissements où j'exerce, on peut lire une citation d'Aristophane que j'aime beaucoup : « Enseigner, ce n'est pas remplir un vase, c'est allumer un feu ». Ce feu qui renaît en permanence est le véritable moteur des civilisations : c'est lui qui a formé le monde dans lequel nous vivons, qui a promu les arts, les sciences, la démocratie ; d'ailleurs, inventeurs et propagateurs sont très souvent les mêmes personnes, de Socrate à Einstein. Sans doute existe-t-il peu de missions aussi enthousiasmantes en notre bas monde !

d'un monde politique ou économique plus ou moins fourvoyé ; cela ne peut être qu'un mirage, un malentendu, et une perte d'énergie au bilan final.

Si l'on accepte cette définition, il semble clair que, dans l'idéal, l'enseignant ne doit pas, ne peut pas formater : en fait, son rôle devrait être d'éveiller l'élève à son véritable destin, et non pas de le diriger selon sa propre volonté ou selon les attentes d'un système. Tel Socrate, il devrait être un accoucheur, celui qui s'émerveille de pouvoir révéler dans l'élève des potentialités encore inconnues, qui lui apporteront graduellement l'autonomie et en feront à son tour un maître, permettant de commencer un nouveau cycle.

Les contraintes des sociétés actuelles, les profonds malentendus politiques, économiques ou culturels qui les habitent, voire leurs lourdeurs bureaucratiques, peuvent être une



secouer dans ses certitudes faciles. Ce travail fondamental, aujourd'hui comme à l'âge de Socrate, est le cœur de la pédagogie. Et les volontés de formatage tomberont finalement, face à ce lien naturel et vivant.

Il est de bon ton de se plaindre des élèves d'aujourd'hui ; on rencontrera certes parmi eux des gens blasés – de même que nous avons tous dû subir, en son temps, des enseignants routiniers et démobilisés ! Mais dans leur majorité, les jeunes gens avec lesquels je suis amené à travailler me paraissent ouverts, volontaires, créatifs même ; souvent aussi, ils sont plus idéalistes que leurs aînés. Leur fréquentation est une réelle source de bonheur pour ceux qui, comme moi, sont passés de l'autre côté de la barrière tout en gardant une nostalgie certaine de leur propre vie d'étudiant. En s'efforçant de leur être utile, en traquant leurs lacunes, en riant ou en s'indignant avec eux, en sanctionnant les inévitables filous et en félicitant les expressions du talent, l'enseignant participe à un mouvement éternel, qui descend dans les générations et monte dans l'échelle du savoir. Et le feu qu'il aura pu allumer ne peut avoir qu'une source : l'amour. Amour du savoir, mais aussi amour des générations futures : elles accompliront un jour des choses dont nous n'avons même pas idée ; mais pour l'instant, elles ont besoin de nous. **VA**

Le rôle de l'enseignant devrait être d'éveiller l'élève à son véritable destin, et non pas de le diriger selon sa propre volonté ou selon les attentes d'un système.

Former ou formater : quelle différence ? Les définitions sont toujours plus ou moins conventionnelles ; à titre personnel, je me permets de comprendre cette opposition de la manière suivante : former, c'est permettre de grandir ; formater, ce serait tout le contraire : donner à un individu une aptitude incomplète, superficielle, utile à brève échéance, mais illusoire sur le long terme ; et c'est le faire, de surcroît, en vertu de critères qui varient selon le temps et le lieu où l'on se trouve ; selon les penseurs à la mode, selon les exigences

entrave à cette transmission naturelle du savoir. Dans ce sens, toute école, tout système tendent à formater, selon ses propres projections et ses fantasmes. Mais tout enseignant tend à réinterpréter cette pression exercée par l'institution en fonction de ce qu'il va rencontrer sur le terrain. L'exigence fondamentale de son métier est en effet de *se mettre à la place de l'élève* : que sait-il déjà, de quoi a-t-il besoin ? En l'interrogeant à longueur d'année, il parviendra à cerner peu à peu sa personnalité, à l'accompagner dans ses curiosités, à le



POUR LA DÉFENSE DES ARTS VISUELS...

Parce que la pensée passe aussi par l'image

– Dites, M'dame, à quoi ça va me servir dans la vie, le dessin qu'on fait à l'école ? Ça sert à rien !

– Eh bien, pour un épanouissement plus global, peut-être ?

– Ouais, mais je préfère le skate, les jeux vidéos, Facebook, le rap, pour ça... !

– Bien sûr, c'est ce que tu choisis ! Mais là aussi tu es en contact permanent avec des formes visuelles, et il est important que tu puisses décoder ces univers autour de toi. Ils sont à la base de notre perception du monde.

Savoir observer ce qui t'entoure, globalement et dans tous les détails, c'est utile pour évaluer n'importe quelle situation dans ton quotidien. Le dessin *dal vero*, par exemple, aiguise ton regard, t'apprend à voir l'essentiel pour pouvoir ensuite le rendre en quelques traits ou en quelques images.

Savoir composer, innover à partir d'éléments donnés, en un mot : créer, c'est utile dans bien des domaines, à la maison, au travail et dans nos relations. Ici, en classe, on le fait avec des lignes, des formes, des couleurs, c'est une approche qui touche tout le domaine du visuel.

Dans ta vie, tu peux « faire avec » ce qui t'arrive, ou, mieux encore, en tirer parti pour imaginer ton avenir.

– Oui, mais pourquoi nous obliger à dessiner ? On peut le faire avec des mots tout ça ! Avec des expériences de vie... des concours de skate !

– Si tu veux, mettons tout cela en perspective : un architecte, un styliste, un coiffeur, une décoratrice, un archéologue, un médiamaticien utilisent sans cesse le langage visuel pour se faire comprendre, que ce soit par des plans, des croquis, des dessins, des graphiques ou des photos !

Par Isabelle Guignard et Daniel Bugmann¹

CE DISCOURS typique de beaucoup de nos élèves en dit long sur leur conditionnement dans un monde où tout doit servir à quelque chose immédiatement. Pour pouvoir agir sur un environnement en mutation, il est important que nos élèves – les adultes de demain – apprennent à se connaître, aient confiance dans leurs démarches, construisent leur propre système de pensées de manière équilibrée et développent leur esprit critique dans les différentes formes de pensée.

En principe, notre école base son programme sur les quatre principales formes de pensées, même si souvent elle n'en privilégie que deux d'entre elles :

- ❖ penser par **l'expérience** à travers la pratique manuelle ;
- ❖ penser par **l'abstraction** par le biais de la logique et de la théorie ;
- ❖ penser par **les mots** à travers la lecture et l'écriture ;
- ❖ et enfin penser par **la représentation** visuelle des images.

La perception à l'aide des images est comparable à celle d'un tableau dans lequel on dispose de toutes les informations nécessaires pour recevoir le message. Sa spécificité est dans la perception immédiate et simultanée de toutes ses composantes. La compréhension en est instantanée, la vision en est globale.

Adultes, nous sommes capables de reproduire intérieurement des images de ce genre.

En groupe, nous travaillons d'ailleurs souvent sur des *flip-charts* avec des dessins ou en utilisant une présentation PowerPoint pour transmettre des informations complexes en images.

Dans beaucoup de professions, nous passons d'un mode de pensée à l'autre avec d'autant plus de facilité que nous les avons pratiquées à l'école et que nous avons pris le temps de nous y exercer.

Nos élèves devraient avoir l'occasion de le faire pendant toute leur scolarité parce que souvent leur « bagage familial » est très inégal. L'école devient alors pour eux un endroit où ils peuvent quoi qu'il arrive trouver des repères adultes à travers leurs maîtres, des moyens d'apprendre dans des espaces et des temps de travail avec un environnement propre à développer leurs relations sociales.

L'école obligatoire doit accueillir tous les enfants ; son programme devrait donc être assez équilibré pour que chacun y trouve suffisamment d'espace pour développer ses potentialités, et non pas privilégier certains domaines (maths, langues) aux dépens d'autres moins directement « rentables » comme les arts visuels, la musique, les travaux manuels, la couture ou la cuisine.

Actuellement, le DFJC (Département de la formation, de la jeunesse et de la culture) soumet à la consultation du corps enseignant vaudois et des milieux concernés (Association des parents d'élèves – APE et la Haute école pédagogique – HEP) un projet de grille ho-

raire qui réduit fortement – une fois de plus ! – la place des arts visuels, au profit du français, des langues et des maths.

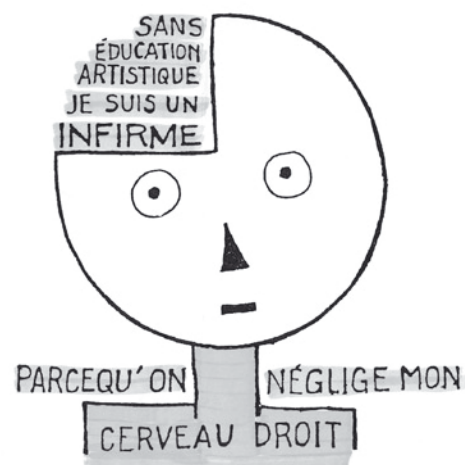
En réponse à ce projet plus administratif qu'éducatif, l'EAV (Enseignants Arts Visuels) a publié un manifeste qu'il invite à signer sur son site internet² afin de permettre aux élèves de ne pas perdre, de ce fait, l'apprentissage et l'utilisation d'une des grandes formes de la pensée. **Parce que la pensée passe aussi par l'image.**

– Dites, Mam', Pap', mon prof m'a dit que je pouvais parler par images. Ça, c'est bien, et en plus il n'y a pas de voc à apprendre ! **IG & DB**

1. Enseignants en arts visuels à Pully et à Rolle

2. www.eav-vd.ch

Il y a 20 ans, l'image ci-dessous circulait déjà pour la défense d'un enseignement équilibré :





Phénomène de société : l'obsolescence programmée

Par Pierre-Henri Morin¹

Définition et origine

L'obsolescence programmée est un concept de production industrielle consistant à créer un produit dont la durée de vie est volontairement limitée. La durée de vie (en heures, en cycles, en kilomètres, ou autre) d'un produit a toujours fait partie de son cahier des charges, dès sa conception. Par exemple *au minimum*, 5 000 heures ou 10 000 cycles.

Dans les produits de conception classique (à obsolescence non programmée), la durée de vie minimum est définie, mais aucune durée de vie maximum n'est signalée si ce n'est par leur mort « naturelle » liée à l'usure.

Dans les produits à obsolescence programmée, le cahier des charges définit une durée de vie inférieure *et supérieure*. Un produit défini pour durer 5 000 heures doit fonctionner durant ce laps de temps : 5 000 heures, ni plus ni moins.

Il existe deux concepts proches : l'*obsolescence programmée* et le *vieillessement programmé*. Dans le premier cas, le produit est encore parfaitement fonctionnel, mais a perdu sa compétitivité par rapport à des produits plus récents. Dans le second, il n'est plus fonctionnel. On confond souvent ces deux concepts en un seul sous le nom générique d'*obsolescence programmée*.

Mode d'emploi

On recense différentes méthodes pour réaliser des produits à obsolescence ou à vieillissement programmés. Nous mentionnerons six de manière non exhaustive :

1. Le défaut fonctionnel (vieillessement programmé)

Cette stratégie est basée sur l'existence d'une « pièce maîtresse » qui se casse, rendant l'ensemble du produit non fonctionnel. L'industriel limite la durée de vie de cette pièce par ex. en fragilisant volontairement la structure ou par le choix d'un matériau cassant, et fait en sorte que le coût total pour la réparer soit supérieur au prix d'achat d'un nouveau produit assurant les mêmes fonctions. Bien entendu, la raréfaction des pièces

de rechange et les difficultés pour démonter les nouveaux produits rendent toute réparation problématique.

2. Obsolescence par péremption

Ce type s'applique principalement aux produits alimentaires, pharmaceutiques, cosmétiques et chimiques. Au-delà d'une date limite, le produit est supposé inutilisable. Certains restent parfaitement utilisables, par ex. des produits alimentaires indiquant une date limite d'utilisation optimale – « À consommer de préférence avant le... » –, leurs propriétés nutritives étant conservées au-delà de cette date limite. À ne pas confondre avec la date limite de consommation ou date de péremption – « À consommer jusqu'au... » – sous peine de s'exposer à des risques pour la santé.

Les adeptes de ces stratégies prétendent que ces techniques dynamisent le marché et créent des conditions favorables aux entreprises innovantes.

3. Obsolescence indirecte

C'est le type le plus courant. Des produits parfaitement fonctionnels deviennent inutilisables parce que certains de leurs composants (les consommables ou les chargeurs, par exemple) ne sont plus disponibles sur le marché. L'exemple le plus courant étant celui des imprimantes en parfait état de marche que l'on ne peut plus utiliser parce que les cartouches d'encre appropriées ne sont plus produites. Cette pratique est aussi extensible aux logiciels avec l'arrêt de la mise à disposition des mises à jour.

4. Obsolescence par notification

Il s'agit d'une sorte d'autopéremption. Le produit lui-même indique à l'utilisateur qu'il est nécessaire de changer ou de réparer une partie ou l'ensemble de l'appareil. Citons les imprimantes qui signalent qu'une cartouche d'encre doit être remplacée alors qu'elle

contient encore de l'encre, ou l'imprimante qui affiche un message d'erreur volontaire pour bloquer l'utilisation de l'appareil alors qu'il est encore parfaitement fonctionnel.

5. Obsolescence par incompatibilité

C'est le type le plus souvent rencontré dans le monde des logiciels. On rend un logiciel obsolète à cause de son incompatibilité avec ses versions ultérieures.

6. Obsolescence psychologique

Elle est surtout pratiquée dans le monde de la mode (notamment vestimentaire) sous le nom d'obsolescence esthétique. Il s'agit d'une obsolescence subjective. Les modes vestimentaires et les critères d'élégance évoluent rapidement, et les vêtements perdent

leur valeur simplement parce qu'ils ne sont plus « à la mode ». Certains fabricants lancent des opérations marketing et des campagnes publicitaires dans le but de créer des modes et d'en discréditer d'autres.

On retrouve l'obsolescence psychologique à d'autres niveaux. L'argument « écologique » annoncé par certains fabricants vient justifier la mise au rebut d'un ancien appareil pour un nouveau modèle prétendument moins énergivore. Remarquons que ces techniques ne sont applicables que si deux conditions majeures sont réunies. Il faut d'une part que le marché soit dans une situation de quasi-monopole. Dans le cas contraire, une forte concurrence ne permet pas d'imposer aux consommateurs des produits à durée de vie limitée. D'autre part, le consommateur ne doit pas être au courant que le produit qu'il achète est à obsolescence ou vieillissement programmé, ni même savoir où se situe dans le produit la partie limitante. ❦

Conséquences de l'obsolescence programmée

Quels sont les avantages de l'obsolescence ou du vieillissement programmés ? Les adeptes de ces stratégies prétendent que ces techniques dynamisent le marché et créent des conditions favorables aux entreprises innovantes. Connaître (et provoquer) la fin de vie d'un produit permet d'anticiper et de prévoir l'évolution des ventes sur le long terme, ce qui réduit les risques économiques et facilite la planification des investissements industriels. L'avantage ne concerne que le producteur ; le consommateur n'y a aucun intérêt puisqu'il doit racheter plus souvent un produit assurant les mêmes fonctions.

On peut se demander si ces stratégies ne sont pas la conséquence logique de l'in-

planète. Est-il raisonnable, sur le long terme, de limiter volontairement la durée de vie d'un produit alors que nous avons les capacités techniques de le faire durer beaucoup plus longtemps, sachant que cela implique de :

- pousser le consommateur à dépenser à nouveau de l'argent pour acquérir un bien qu'il a déjà ou similaire
- générer massivement des déchets
- consommer de manière tout aussi massive des ressources naturelles limitées pour la production de ces biens de remplacement ?

On nous affirme que « cela dynamise le marché ». Certes. Et l'éthique dans tout cela ?

C'est une solution au problème de la surproduction et une manière illusoire de favoriser un renouvellement illimité des biens.

industrie de masse. Les quantités de produits mis sur le marché sont telles qu'il n'y a pas assez de consommateurs pour tout acheter. L'obsolescence ou le vieillissement programmé permettent « facilement » aux industries de renouveler leurs marchés avec le même volume de consommateurs et de « redynamiser » un marché saturé. C'est une solution au problème de la surproduction et une manière illusoire de favoriser un renouvellement illimité des biens. Comme le dit l'économiste français Serge Latouche : « Dans une société basée sur le principe de « la croissance pour la croissance » l'obsolescence programmée a sa place. On peut par contre se demander si cette vision est valable sur le long terme. »

Outre le fait qu'elle génère des dépenses supplémentaires pour les consommateurs, l'obsolescence programmée produit un flux ininterrompu de déchets. Déchets non seulement dûs à la mise au rebut de produits obsolètes ou non fonctionnels, mais aussi issus de la production massive de produits de remplacement. La quantité de déchets générés pose d'énormes problèmes quant à leur traitement ou stockage, généralement dans des pays du tiers monde. « Dans les pays occidentaux, on peste contre des produits bas de gamme qu'il faut remplacer sans arrêt. Tandis qu'au Ghana, on s'exaspère de ces déchets informatiques qui arrivent par conteneurs. »²

Enfin, la surproduction de produits de remplacement pose des problèmes quant à l'exploitation massive des ressources de la

Quelques exemples de produits à obsolescence programmée

Historiquement, le premier produit à avoir été développé de manière massive selon le concept de l'obsolescence programmée est l'ampoule à incandescence classique. La durée de vie moyenne de ces ampoules était de 2 500 heures en 1924, au niveau mondial. La volonté des principaux fabricants d'ampoules réunis dans un cartel du nom de Phoebus était de réduire la durée de vie moyenne des ampoules à 1 000 heures. Trois ans plus tard, en 1927, leur but était atteint.

Comme autre exemple, citons les bas nylon. En 1940, les bas mis sur le marché par DuPont ne filaient pas. Face à l'effondrement des ventes dû au manque de renouvellement, DuPont a modifié la formule de fabrication de son nylon de manière à ce qu'il soit plus sensible aux UV. Les bas se sont mis à filer et les ventes sont remontées.

Un exemple historique d'obsolescence esthétique est celui opposant Henry Ford à General Motors. Pour concurrencer la Ford T, modèle unique, General Motors a inventé une voiture conçue avec un châssis et un moteur uniques,

mais avec des possibilités de changement de gamme en changeant la carrosserie (forme, couleur) et les accessoires chaque année. À l'aide de la publicité, il pousse les automobilistes américains à racheter un nouveau véhicule en démodant les versions des années précédentes.

Citons aussi les batteries de certains lecteurs de musique portables dont la durée de vie a été volontairement limitée à 18 mois et dont le remplacement n'était pas possible. Ou encore certaines imprimantes qui sont faites pour se bloquer automatiquement (par une programmation interne) après un certain nombre de pages imprimées.

L'être humain, un produit à obsolescence programmée ?

L'éducation, universitaire ou non, fabrique des travailleurs. Elle crée des personnes aux connaissances relativement similaires à un rythme soutenu. Pour la très grande majorité, elle crée des êtres dans le seul but d'assurer les tâches nécessaires au bon fonctionnement des sociétés qui les ont formés. Et cela, pour une durée assez bien déterminée selon les pays. Chez nous, c'est 63 ans pour la femme et 65 pour l'homme : ni plus, ni moins.

L'être humain, dans nos sociétés « développées », serait-il amené à devenir lui aussi un produit à obsolescence programmée ?

P-H-M

1. Ingénieur EPF
2. Documentaire *Prêt à Jeter*, ARTE 15.02.2011, 20h43

Références

L'obsolescence programmée, symbole de la société du gaspillage – Le cas des produits électriques et électroniques, rapport septembre 2010 de Marine Fabre et Wiebke Winkler

Made to Break : Technology and Obsolescence in America de Giles Slade.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Obsolescence_programmée



Depuis 2005, **CULTUREENJEU** milite pour le prix unique du livre, un des moyens nécessaires – mais pas suffisants! – pour enrayer la terrible hémorragie des librairies en Suisse romande. La décision du Parlement fédéral peut donc être accueillie avec joie. Mais la cause des petites librairies n'est pas encore gagnée, loin de là. Et celle de l'édition romande, des auteurs romands, encore moins. Le moment est venu de reprendre l'idée d'un fonds de soutien aux libraires, éditeurs, auteurs et traducteurs romands. Il pourrait être alimenté par une taxe prélevée à l'achat de tous les livres – une modique taxe d'un franc suffirait – et affectée uniquement aux acteurs romands de la chaîne du livre. Cette taxe serait d'autant mieux acceptée par le consommateur qu'elle serait largement absorbée par la baisse attendue – espérée! – du prix des livres dans la foulée de l'instauration du prix unique. **FG**

LE PRIX FIXE DU LIVRE

Vive la Loi Maitre-de Buman!

Le 18 mars 2011 restera un jour historique pour la diversité culturelle en Suisse. C'est en effet ce jour-là que les chambres fédérales ont accepté la loi sur le prix réglementé du livre. Tous les pays qui nous entourent l'avaient fait avant nous. Au Salon du livre de Paris, on fêtait cette année les trente ans de la loi Lang. Les parlementaires qui ont défendu la loi ont soutenu l'exception culturelle, acceptant l'idée que le livre n'est pas une marchandise comme une autre. *Par Françoise Berclaz-Zermatten*

L E 18 MARS 2011 restera un jour historique pour la diversité culturelle en Suisse. C'est en effet ce jour-là que les chambres fédérales ont accepté la loi sur le prix réglementé du livre. Tous les pays qui nous entourent l'avaient fait avant nous. Au Salon du livre de Paris, on fêtait cette année les trente ans de la loi Lang. Les parlementaires qui ont défendu la loi ont soutenu l'exception culturelle, acceptant l'idée que le livre n'est pas une marchandise comme une autre.

L'UNESCO avait montré la voie en adoptant, en octobre 2005, une convention que la Suisse a ratifiée et signée, qui reconnaît au livre son caractère culturel et l'affranchit des règles du commerce international.

Au Parlement, le débat sur le prix réglementé du livre a duré sept ans. C'est en effet en mai 2004 que le regretté Jean-Philippe Maitre avait déposé son initiative parlementaire, relayé ensuite par Dominique de Buman.

Messieurs Maitre et de Buman avaient, à l'époque déjà, vu les enjeux de ce débat; ils avaient compris que la nécessité d'une loi ne concernait pas seulement la défense de la librairie indépendante, mais bien de toute la chaîne du livre, de l'auteur au lecteur, en passant par l'éditeur.

Dans les années 2000, une guerre des prix entre deux grandes enseignes françaises a mis en danger jusqu'à faire disparaître une cinquantaine de librairies.

À Lausanne, il y a dix ans, un auteur romand trouvait ses livres chez Payot, à la Fnac, à l'Âge d'Homme, à la librairie des Écrivains, aux Yeux Fertiles, à la librairie de l'Ale, chez Reymond, à Forum, chez Artou ou encore à la

Nef. Aujourd'hui, il ne reste que Payot, la Fnac et la librairie les Yeux Fertiles, qui déménage et se spécialise. Cinquante librairies disparues en si peu de temps et dans un si petit pays, quel appauvrissement culturel!

Les éditeurs suisses sont très inquiets de ces disparitions. L'accès à la culture pour tous et pour tous les livres implique que les éditeurs puissent continuer leurs publications. Pour être visible malgré l'abondante production de l'écrit, il est vital pour eux de disposer d'un vaste réseau de librairies, grandes et petites, attentif à faire connaître leur création.

Ceux qui ont le souci de la saine concurrence peuvent aussi être inquiets. Le *discount* sauvage des *best-sellers* aboutit à une forme de monopole dont on connaît les dangers :

- ❖ Mort de la concurrence du fait de la disparition d'un grand nombre de librairies.
- ❖ Appauvrissement de l'offre : lorsqu'il ne reste que quelques chaînes de librairies, le choix de livres proposé est moins vaste. On trouve les mêmes ouvrages partout.
- ❖ Prix sont à la hausse : tous les pays qui ont renoncé au prix unique du livre ont vu le prix des livres augmenter!

À propos du prix du livre, les gens font souvent l'amalgame entre le prix du livre en Suisse et le prix réglementé.

Le prix du livre dans notre pays est une notion économique qui dépend de plusieurs paramètres. Les 80% des livres qui y sont vendus proviennent de l'étranger. C'est l'éditeur et/ou son importateur qui fixent le prix des livres;

le niveau de vie est différent, les salaires et les loyers sont plus élevés, les frais de stockage et d'importation sont importants. Il est irréaliste de penser que les livres puissent être vendus en Romandie au même prix qu'en France.

Le prix réglementé est un prix de vente, le même partout, dans les librairies, les supermarchés, les kiosques ou sur la toile. Toutefois, la loi prévoit un certain nombre de rabais tant aux particuliers qu'aux bibliothèques et aux institutions.

Il est vrai qu'en ce moment, les livres sont trop chers en Suisse. Mais la loi fera baisser les prix parce qu'elle prévoit le contrôle de Monsieur prix.

On a beaucoup critiqué les diffuseurs suisses. Malgré leurs conditions élevées, ils exécutent un travail d'excellente qualité. Ce sont eux qui nous permettent d'être performants, de satisfaire une clientèle de plus en plus pressée. Sans eux, ce serait plus pauvre, car il n'y aurait plus de stock en Suisse, plus long, moins bien!

Cette loi permettra à la librairie indépendante de se maintenir et aux éditeurs suisses de continuer à produire des livres d'auteurs suisses et des livres à tirage plus restreint. Elle permettra aux écrivains de ce pays de rencontrer un public plus large. Elle va faire baisser le prix moyen de tous les livres et non pas uniquement des produits d'appel.

Vive la loi qui va permettre d'assurer la diversité culturelle et la qualité du service.

Merci à tous les parlementaires qui l'ont compris, merci au regretté Jean-Philippe Maitre, merci Monsieur de Buman. **FB-Z**



Sauve qui peut... la vie du théâtre romand

Par Joël Aguet

En votation fédérale, le 26 septembre 2010, une majorité de 53,6% des citoyens suisses a accepté les nouveaux durcissements de la loi sur le chômage imposés par la droite de l'échiquier politique et n'a pas suivi le référendum de la gauche et des syndicats qui en demandaient le rejet. Si l'on veut bien s'en rappeler le détail, ce résultat est encore plus rageant : le taux de participation a été extrêmement faible : 35,5% seulement des citoyens et citoyennes suisses se sont exprimés. De plus, tous les cantons romands ont voté contre cette nouvelle loi (Jura : 76% de NON, Neuchâtel : 68%, Genève : 60%, et les autres à plus de 55%), de même que les régions francophones du canton de Berne, le Tessin et Bâle Ville ; tous

les autres cantons, alémaniques, ont en revanche accepté que les cotisations soient augmentées, les prestations réduites et que la durée de travail nécessaire pour être pris en compte passe à 18 mois au lieu des 12 prévus antérieurement (ce qui était déjà, depuis quelques années, un net durcissement des conditions précédentes). Avec cette nouvelle situation et sa mise en application le 1^{er} avril 2011, ce sont tous les intermittents du spectacle qui sont atteints dans leurs moyens d'existence, déjà bien faibles. La pratique actuelle des comédiens professionnels est clairement menacée de disparition.

Depuis le déclenchement de cette crise, toujours en cours, deux groupes de per-

sonnes issues du milieu théâtral romand s'activent actuellement pour tenter de trouver des solutions : le Syndicat suisse romand du spectacle, dont c'est évidemment la vocation, et une équipe de comédiens et comédiennes réunis sous le nom de «Comité 12a».

CULTURE EN JEU ouvre ses colonnes à ces deux démarches, en souhaitant à toutes deux d'obtenir des résultats heureux pour la profession, de tresser des réseaux et contacts politiques, à Lausanne, à Genève et partout ailleurs dans le pays, car il faut bien sûr rappeler qu'un *Alleingang* romand n'a guère de sens, ni d'espérance de vie, dans notre pays où la majorité reste alémanique et à convaincre. JA



Du travail et (bien) payé! Le Mythe de Sisyphe

Par Anne Papilloud, secrétaire générale du SSRS, Syndicat suisse romand du spectacle

Depuis l'adoption de la révision de la loi sur le chômage, deux fronts se sont créés pour défendre les intérêts des professionnels du spectacle. Ils sont le signe de deux stratégies différentes, mais pas antagonistes. Le Comité 12a souhaite poursuivre son combat pour améliorer la prise en charge de l'intermittence par l'assurance chômage.

Le Syndicat Suisse Romand du Spectacle a décidé de se centrer à nouveau sur ses combats pour l'emploi et de quitter le Comité 12a une fois l'ordonnance adoptée par le Conseil fédéral. Le combat pour améliorer la prise en compte des spécificités de nos métiers par les différentes assurances sociales n'est certes pas terminé! En dehors des aspects liés au chômage dont nous avons beaucoup entendu parler récemment, il faut souligner que le problème le plus important est sans doute la faible protection en cas de maladie (dans la plupart ❖❖❖

Par Julien Lambert, coordinateur du Comité 12a, et Jacob Berger, cinéaste

Difficilement obtenu, aussitôt suspendu par l'administration, le résultat des efforts du Comité 12a à l'échelle nationale, pour atténuer les effets destructeurs de la Loi sur l'assurance-chômage, appelle une plus vaste mobilisation. Pour trouver enfin des solutions durables, il faut à présent établir les données concrètes du coût social de la culture, que tous ignorent et dont beaucoup ne semblent même pas se soucier.

Le 11 mars, c'était fait. Après des mois d'intense lobbying, une mobilisation de toute la profession derrière le Comité 12a et surtout d'intenses débats autour et au sein du Conseil fédéral, l'article 12a de l'Ordonnance sur l'assurance-chômage était indexé en fonction des nouvelles exigences de la loi. La plus haute instance politique du pays reconnaissait qu'artistes et techniciens ne sont pas des profiteurs à ❖❖❖

Suite de « Du travail et (bien) payé! »

✿ des cas, aucun droit au salaire et plus droit au chômage) et l'absence de retraite convenable (le 2^e pilier n'est pratiquement jamais obligatoire). Nombreux sont les artistes qui, arrivés à l'âge de la retraite, se voient contraints de continuer à travailler ou de demander l'aide sociale. Cette situation est d'autant plus injuste qu'elle voit la précarité de la vie professionnelle se poursuivre au moment de la retraite. Avec les autres syndicats européens, nous revendiquons un véritable statut social de l'artiste qui corrige ces inégalités dans les différents secteurs de la protection sociale.

Mais les combats à mener pour améliorer nos conditions de travail et nos salaires sont en tout cas aussi nombreux!

Le salaire minimum de 4 000 francs bruts de notre convention collective de travail (CCT) n'est pas toujours atteint dans les productions hors Union des Théâtres Romands (UTR), et il n'a pas été mis à jour depuis plusieurs années. Pour certaines professions, il est difficile à atteindre. Le SSRS s'est récemment prononcé pour un salaire minimum de 4 500 francs avec une échelle salariale en fonction des années d'expérience dans le cadre de la nouvelle Convention. Par ailleurs, même dans des théâtres de l'institution, tout n'est pas rose, certains techniciens sont encore engagés 10 mois par année et la CCT n'est pas toujours respectée en cas de coproduction. On voit donc que le chemin vers un véritable salaire minimum est encore long!

Le temps de travail est souvent sous-estimé et il est courant désormais de voir des contrats de deux mois ou moins pour une création théâtrale. Sans parler des stages payants qui servent d'auditions (payantes donc), des professionnels engagés comme figurants ou stagiaires, ou du fait que la production audiovisuelle ne fait pas la part belle aux comédiens romands. Quant aux autres professions, elles sont, elles aussi, touchées et il n'est pas rare aujourd'hui de créer un spectacle sans faire appel aux nombreuses compétences des professionnels « de coulisses », faute de moyens financiers suffisants. C'est pour sensibiliser le public et les élus à cette problématique que nous avons réalisé le projet *5600K, les artisans de l'ombre*.

Il nous arrive régulièrement dans nos permanences de devoir soutenir des employés qui ne touchent pas l'entier du salaire promis, voire pas de salaire du tout, la « faute » au manque de subventions pour atteindre le budget. Il faut nous battre pour que le travail réellement effectué puisse être payé par les employeurs, y compris les compagnies indépendantes. Une grande partie d'entre elles ont soutenu notre demande aux « subventionneurs » d'augmenter les subventions pour permettre d'augmenter la durée des contrats. Nous avons, avec le soutien d'élus de différents législatifs, défendu des augmentations du budget destiné aux compagnies indépendantes de danse et de théâtre, avec succès à Neuchâtel, Ville et canton, Genève et Lausanne.

Les chantiers sont donc nombreux et les solutions prendront du temps pour être concrétisées. Les professionnels du spectacle vont donc devoir rester mobilisés et répéter haut et fort que « nous voulons vivre de nos métiers! » **AP**

Suite de « Le Mythe de Sisyphe »

✿ évacuer, mais des travailleurs dont les conditions d'emploi nécessitent un cadre légal particulier. Et voilà que le Secrétariat à l'économie (Seco) donne ordre aux caisses de chômage de n'appliquer le nouveau mode de calcul qu'aux nouveaux délais-cadres, alors que ceux déjà ouverts ont presque tous vu leurs indemnités revues à la baisse, rétroactivement, dès le 1^{er} avril!

Le Comité 12a ne s'est bien sûr pas accommodé du retardement injuste d'une mesure prévue avant tout pour éviter *dans l'immédiat* les effets destructeurs de la loi sur le tissu culturel suisse. Un avis de droit officiel, commandé par la Ville de Genève, démontrait que cette

directive était contraire au droit. À l'heure où cet article est écrit, le Seco réserve sa réponse. Entre-temps, les cas d'intermittents privés de tout revenu se multiplient déjà.

D'ici peu, de la prise de conscience de l'administration aura découlé le sauvetage provisoire de nos professions, ou à l'inverse la proclamation de leur inadéquation au système. Quoi qu'il en soit, les jonglages de l'administration avec les articles d'ordonnance dont dépend la survie sociale des milieux culturels, le besoin de devoir réexpliquer en permanence la dépendance structurelle de nos professions à l'égard du chômage, à l'heure même où des artistes confirmés tiennent en main la lettre attestant de leur faillite imminente, prouvent une méconnaissance généralisée des données qui font la réalité quotidienne des pratiques artistiques professionnelles.

Il est instructif de rencontrer la population autour d'une pétition et d'un stand d'information, comme ceux lancés récemment par le Comité 12a à Genève et Lausanne. Plus personne n'a besoin d'être convaincu de la nécessité sociale d'une scène artistique riche et diverse; mais les gens tombent des nues en apprenant l'amplitude de notre précarité.

L'urgence sociale commande d'assurer enfin des structures spécifiques, à même de rendre viable l'exercice des professions artistiques dans notre société, et non plus parasitaire ou vaguement accommodé à des normes inappropriées. Les premiers outils à créer sont ceux qui renseigneront les données *concrètes* du problème: combien sont les artistes et techniciens reconnus par un diplôme ou une expérience professionnels? Quelles ressources assurent la rémunération de leur travail? Quelle part de ce travail n'est pas comprise dans la durée contractuelle de leurs emplois? Combien la société doit-elle garantir pour qu'à l'année ces travailleurs puissent vivre normalement? Un artiste ne peut pas gagner plus que ce que les réalités du marché lui permettent de réaliser. En aucune façon il ne doit être contraint d'exercer, dans un vain numéro d'équilibrisme, une autre profession que celle qui lui a acquis une légitime reconnaissance. Notre société n'est pas sensibilisée à cette réalité. Elle ne dispose surtout pas des chiffres pour évaluer réellement ce que coûte la culture à l'État – mais aussi ce qu'elle lui rapporte.

Toujours dans le seul but d'agir plutôt que de discourir, le Comité 12a a entamé une vaste démarche de recensement, en commençant à chiffrer les pertes de chacun suite à la révision de la loi, les trous que devront immanquablement combler, pour raccorder le cycle de leur rémunération, les instances cantonales auxquelles le problème est relégué *de facto*. Mais pour fournir les clés d'une solution durable, arrêter de rouler un éternel rocher sur une colline savonneuse, ce travail d'investigation demande bien sûr l'implication de tous: de ceux qui détiennent les chiffres comme de ceux qui en dépendent. **JL & JB**

CINÉASTES :

une honte de dépendre des loteries?

Par Frédéric Gonseth¹

CETTE année va voir naître une nouvelle et belle *Fondation Romande du Cinéma*. Dans l'ensemble, la Loterie Romande va épauler les collectivités publiques cantonales (et les communes de Genève et Lausanne) à hauteur de plusieurs millions de francs par an, près du tiers des ressources régionales disponibles pour la création cinématographique. Mais au cours de cette longue marche, il n'est pas rare que les cinéastes tombent sur des interlocuteurs qui, à gauche comme à droite, froncent les sourcils : ne craignez-vous pas d'être devenus trop dépendants de la loterie ? Est-il éthiquement acceptable pour des créateurs « libres » de se faire financer sur les pertes de millions de joueurs, et même de centaines de joueurs compulsifs ? Les artistes ont-ils vendu leur âme en participant au recours contre l'interdiction du Tactilo, en soutenant l'initiative fédérale en faveur des loteries ?

Après une longue série de défaites, les loteries suisses ont pu en effet marquer quelques points ces derniers mois : dépôt de l'initiative fédérale, recours contre l'interdiction du Tactilo accepté par le Tribunal fédéral. Cela ne suffit pas encore à placer tout le secteur du jeu sous le parapluie de la collectivité, loin s'en faut. En Suisse, la situation du jeu est extrêmement chaotique. Les loteries vendues au kiosque sont publiques, les jeux de casinos et les machines à sous sont privés (mais fortement taxés), les jeux et paris sur Internet sont privés et ne sont soumis à aucun contrôle.

Les artistes ne dépendent réellement que du secteur des loteries. C'est aussi le secteur le mieux contrôlé par la collectivité, tant dans ses méthodes que dans la manière de répartir

ses ressources. Les casinos, par contre, comme le secteur du tabac et de l'alcool, malgré des taxes élevées, restent des secteurs extrêmement lucratifs et très marginalement concernés par le Bien commun, encore moins par les artistes et les dépenses sociales – tandis que leur « pollution sociale » est nettement plus élevée que celle du jeu. Osons le raccourci : éthiquement, il vaut mieux dépendre des loteries que des subventions de l'État provenant des taxes sur l'alcool, le tabac et des machines à sous. Quant à dépendre des

été largement reprise dans le contre-projet fédéral qui sera soumis aux Chambres fédérales dès cet été. Mais celui-ci a fait un pas en avant très prometteur : il a inclus Internet dans les domaines placés sous la surveillance de la Confédération. Il serait donc regrettable que les cinéastes romands et les artistes suisses en général se laissent décontenancer au nom d'une éthique extrêmement mal comprise, voire même par des partisans de la prohibition des jeux, qui militent sans s'en rendre compte pour une prise de contrôle complète

Osons le raccourci : éthiquement, mieux vaut dépendre des loteries que des subventions issues des taxes sur l'alcool, le tabac et les machines à sous.

« privés », les artistes savent, à l'exception des peintres, ce que cela signifie... Mais s'il faut envisager l'éthique du jeu, on ne saurait faire pire qu'Internet : accès instantané au niveau international, sites dont les propriétaires sont impossibles à identifier : la voie libre pour les mafias les plus insaisissables. À tel point que le gouvernement des États-Unis mène une traque extrêmement violente, lancée par Bush puis relancée par Obama récemment, contre les paris sur Internet. S'il y a un scandale éthique dans le secteur du jeu, il est bien là, et il occupe déjà plus de 15 % du marché, en constante augmentation.

L'initiative *Pour des jeux d'argent au service du bien commun* déposée avec 170 000 signatures vise très judicieusement l'interdiction de la privatisation des jeux et des loteries privées dans la Constitution fédérale. Elle a

du secteur par l'économie illégale des mafias. Les artistes devraient au contraire user de leur influence pour appuyer le contre-projet du Conseil fédéral. En commission puis en plénum, le contre-projet court le risque de se faire dépecer à coups d'amendements par les « moralistes » d'une part et par le toujours très puissant lobby des casinos d'autre part, appuyé évidemment par les fondamentalistes de la privatisation.

C'est vrai qu'il resterait dans ce cas la possibilité de « maintenir » l'initiative en votation. Mais avec moins de chances de gagner la majorité, et surtout en perdant au passage toute possibilité de contrôle du jeu sur Internet. **FG**

1. Cinéaste, président de CULTUREENJEU et membre du comité d'initiative *Pour des jeux d'argent au service du bien commun*.

Éditeur responsable

Association CultureEnJeu
Association pour la sauvegarde
des ressources financières
des artistes de toute la Suisse

Adresse

CultureEnJeu
Rue Charles-Monnard 6
1003 Lausanne

Téléphone : +41 (0)21 312 04 04

E-mail : info@cultureenjeu.ch

Site internet : www.cultureenjeu.ch

ILLUSTRATIONS & CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

couverture : © Bruno Racialbuto • **p. 2** : © Antoine Duplan • **pp. 6-7** : © <http://promo1970.centraliens.net/Mai68/photos.php> • **p. 15** : anonyme • **p. 16** : *The Violin Lesson* © Miss E. A. Armstrong

autres illustrations : © Bruno Racialbuto & Contreforme

Rédacteur en chef

Gérald Morin
gerald.morin@cultureenjeu.ch

Secrétaire de rédaction

Patricia Pacheco
patricia.pacheco@cultureenjeu.ch

Administration & abonnements

Marianne Morf
marianne.morf@cultureenjeu.ch

Identité visuelle & graphisme

Contreforme
Noémie Oulevay
www.contreforme.ch

Comité de rédaction

Arts plastiques :
Bettina Tschumi
Cinéma :
Christophe Arnould,
Frédéric Gonseth, Gérald Morin
Littérature :
Anne Cuneo
Musiques :
Vincent Arlettaz
Théâtre : Joël Aguet, Anne Papilloud,
Marco Polli, Gilles Tschudi

Parution quatre fois par an

ISSN 1660-7678
Reproduction des textes autorisée
uniquement avec l'accord de l'éditeur
et avec la citation de la source.

Rédaction et abonnements

CultureEnJeu
Case postale 5984
1002 Lausanne

Impression

Imprimerie Gasser SA
Jambe-Ducommun 6a
2400 Le Locle



SRG SSR

Für die Vielfalt im Schweizer Kulturschaffen
 Pour une création culturelle diversifiée en Suisse
 Per la pluralità della creazione culturale in Svizzera
 Per la diversità da la creaziun culturala en Svizra

www.srgssr.ch



UN LIEN ESSENTIEL

La Loterie Romande distribue quelque 190 millions de francs par an en faveur de la culture, de l'action sociale, du sport et de l'environnement en Suisse romande.

POUR LE BIEN PUBLIC